



200 FCFA



www.adiac-congo.com

N°5166 - MERCREDI 18 FÉVRIER 2026



DISPARITION

Le ministre d'Etat Firmin Ayessa a tiré sa révérence

Le gouvernement congolais a annoncé, le mardi 17 février, dans un communiqué officiel, le décès à Istanbul en Turquie du ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, des suites d'une maladie.

Journaliste de formation, l'illustre disparu a occupé plusieurs hautes fonctions ministérielles parmi lesquelles celles de ministre chargé de l'organisation du forum et des relations avec le Parlement de transition, de chef de cabinet du président de la République avant son élévation, en août 2017, au poste de vice-Premier ministre chargé de la Fonction publique, de la Réforme de l'Etat, du Travail et de la Sécurité sociale.

Page 16

PRÉSIDENTIELLE DE MARS

Acteurs politiques et société civile en concertation à Djambala



Une vue des participants

À environ un mois de l'élection présidentielle de mars prochain, les acteurs politiques de la majorité et de l'opposition, ainsi que la société civile se réunissent du 16 au 19 février à Djambala dans les plateaux autour d'un dialogue destiné à baliser le chemin d'un scrutin apaisé. Convoquée sur

le thème « *Dans la paix et l'unité, consolidons la démocratie par des élections libres et transparentes* », cette concertation politique se veut un forum de consolidation de la démocratie et de réaffirmation de la culture de paix par l'élite politique congolaise.

Page 4

AFRIQUE CENTRALE

La CEA encourage les Etats membres à diversifier leurs économies

Le directeur du bureau régional pour l'Afrique centrale de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), Jean Luc Mastaki Namegabe, a appelé le 16 février, à l'occasion de la rencontre organisée dans le cadre de la décennie de la diversification écono-

mique (2021-2030) à Yaoundé, les pays membres à diversifier les économies afin de résister aux chocs endogènes et exogènes.

Organisée sur le thème « *Renforcer le partenariat entre la CEA et les institutions de recherche pour le développement de*

l'Afrique centrale », la rencontre a réuni des professionnels des médias, des chercheurs et des universitaires. Elle vise à placer la diversification économique au cœur du débat public et des politiques nationales dans une sous-région qui peine à faire de la transformation structurelle un projet collectif ancré dans l'opinion publique et les espaces académiques.

Dotée d'un bloc administratif, d'unités de production et de formation professionnelle, notamment une boulangerie et une menuiserie équipée de machines industrielles et d'une chambre froide, cette cité dispose d'une capacité d'accueil de plus de trois cents places.

Page 8

GRANDE FOIRE AGRICOLE

La deuxième édition annoncée pour le mois d'août

Page 5

Editorial Adaptation

Page 2

RÉINSERTION DES JEUNES

Le Centre d'Auberville prêt à accueillir ses premiers pensionnaires



Les bâtiments du centre d'Auberville

Le Centre d'insertion et de réinsertion sociales des jeunes d'Auberville, dans le département de la Bouenza, est prêt à accueillir ses premiers occupants en vue de remplir sa mission destinée à l'encadrement des jeunes en conflit avec la loi et ceux en proie aux stupéfiants pour transformer positivement leur vie.

Dotée d'un bloc administratif, d'unités de production et de formation professionnelle, notamment une boulangerie et une menuiserie équipée de machines industrielles et d'une chambre froide, cette cité dispose d'une capacité d'accueil de plus de trois cents places.

Page 8

ÉDITORIAL**Adaptation**

Le projet de « Renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques », initiative du gouvernement et de ses partenaires vise à consolider la sécurité alimentaire et la résilience des communautés vulnérables dans une centaine de villages des départements de la Bouenza, la Likouala et la Sangha.

Certaines de ces zones, confrontées à une variabilité hydrique importante, sont en effet exposées à un risque climatique élevé dans un contexte de réalité socio-économique peu reluisante qui accroît la vulnérabilité de la population. La saison des pluies qui pointe pourrait davantage compliquer la situation. Et l'on peut comprendre que les habitants de ces localités ne sont pas favorables à l'idée d'une éventuelle délocalisation.

Il leur faut plus de résilience et d'adaptation. Des solutions prenant en compte les dynamiques locales, des approches scientifiques et techniques tout comme les pratiques endogènes sont nécessaires avec des investissements ciblés, selon les spécificités de chaque localité.

Au sens large, dans un contexte d'inondations à répétition en période pluvieuse, des infrastructures plus écologiques, plus pérennes et adaptées aux changements climatiques dans les domaines de la santé et de l'éducation, entre autres, peuvent aider la population à envisager l'avenir avec plus de sérénité.

Les Dépêches de Brazzaville

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya

Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Parfait Wilfried Douniamba (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé

Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÈCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

AMBASSADE DU CONGO EN FRANCE**Le ministre conseiller Armand Rémy Balloud-Tabawé reçoit Evy Souka**

À la demande de l'ambassadeur Rodolphe Adada, le ministre conseiller Armand Rémy Balloud-Tabawé avec à ses côtés, Larissa Ondzie Ongogni, Conseillère chargée des Congolais de l'étranger, a reçu en audience Evy Souka, présidente du Comité Miss des Miss Africa, accompagnée de Ted Morgan et Alberta Nkounkou.



Réception d'Evy Souka, présidente du Comité Miss des Miss Africa, par le ministre conseiller Armand Rémy Balloud-Tabawé/DR

L'audience s'inscrit dans le cadre de la tenue de l'édition de cérémonie Miss des Miss Africa en début de cette année, à l'hôtel Le Méridien, Paris dix-septième arrondissement.

Lors de ce rendez-vous de la célébration de la beauté et de la diversité africaine placée sous le signe de l'unité des nations, les organisateurs avaient réservé une place prépondérante à la République du Congo.

En harmonie avec la touche de l'élegance, de la culture et de la fierté africaine, ce concours a mis en lumière la richesse des cultures traditionnelles africaines à travers la grâce, l'intelligence et la prestance de jeunes femmes venues de tout le continent.

tionnelles africaines à travers la grâce, l'intelligence et la prestance de jeunes femmes venues de tout le continent.

À travers cet événement, le public a pu découvrir Evy Souka, une entrepreneure polyvalente, fondatrice de l'agence événementielle Etely, de la marque de mode Ev'Lynn et de l'association NBLE.

La partenaire de Ted Morgan Production, par ses initiatives, incarne une Afrique moderne et ambitieuse, mettant à l'honneur l'excellence, la créativité et l'autonomisation des femmes. Son travail allie élégance, engagement

social et sens artistique pour créer des expériences uniques et porteuses de sens.

Auprès du Ministre conseiller congolais, elle a exprimé sa vision, son engagement, et a présenté ses projets d'excellence à réaliser au service de la valorisation de la femme africaine. C'était également une occasion pour Ted Morgane, organisateur entre autres du concert de Roga Roga au Zénith de Paris La Villette l'année dernière, de soumettre ses projets culturels à la représentation congolaise.

Marie Alfred Ngoma

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapunga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

SECRÉTARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembidi, François Ansia

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcarde Bikondi, Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala Eustel Chrispain Stevy Oba, Nelly Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,

eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

UNITÉ NATIONALE

Des confessions religieuses sollicitent l'appui du Sénat

La délégation de la Plateforme religieuse de soutien aux acquis de la paix en République du Congo, conduite par sa présidente d'honneur, Stella Smine Sassou Nguesso, a sollicité, le 11 février dernier au cours d'une audience, l'appui du président du Sénat, Pierre Ngolo, pour l'extension de ses activités citoyennes à travers le pays.

Organisatrice d'un grand culte inter-religieux sur le thème « La paix, une volonté de Dieu et un gage pour le développement du Congo », le 8 février au Palais des congrès de Brazzaville, la plateforme religieuse regroupe, entre autres, catholiques, évangéliques, Kimbaguistes, salutistes, musulmans, églises de réveil, pentecôtistes, Terinkyo, Las-systes. Elle est, en effet, engagée dans un processus de prière intense pour le maintien de la paix au Congo, avant, pendant et après l'élection présidentielle des 12 et 15 mars prochains.

Les neuf confessions religieuses se sont servies du message de paix lancé par le chef de l'État, Denis Sassou N'Gesso, le 7 janvier dernier, lors de la cérémonie d'échange de vœux de Nouvel An avec les forces vives de la Nation, pour se constituer en plateforme. « Nous sommes aujourd'hui venus voir le président du



Pierre Ngolo posant avec les membres de la délégation/DR

Sénat pour lui expliquer que nous avons commencé une démarche, nous avons organisé un culte dimanche 8 février pour le Congo. Nous prions pour que la paix se perpétue dans notre pays et particulièrement avant, pendant et après l'élection présidentielle. Nous lui avons également demandé d'être accompagné par les institutions de l'État, parce que nous ne pouvons pas organiser une si grande activité sans impliquer

les institutions phares de l'État », a expliqué la députée-maire de Kintélé, Stella Smine Sassou Nguesso.

Dans le cadre de la poursuite de cette campagne nationale en faveur de la paix, cette plateforme entend organiser une autre célébration prochainement à Pointe-Noire. Le but étant d'aller dans les quatre coins de la République pour inviter la population à sauvegarder la paix, l'unité et la cohésion chèrement acquises.

Après avoir écouté les membres de cette délégation, le président du Sénat qui a toujours prôné la paix a marqué son soutien à cette initiative tout en prenant l'engagement de les accompagner.

« Vous avez mis en relief ce que le chef de l'État attendait et attend des confessions religieuses. Nous serons tous les messagers de la paix. Donc c'est cela ce que le chef de l'État attend de vous. Vous entendez exécuter ce programme sur

l'ensemble du territoire national. Nous vous soutenons. Vous savez que nous sommes le Sénat, c'est la chambre haute du Parlement congolais. Le Sénat a une fonction de modérateur et de conseiller de la nation. Ceci fait du Sénat et des sénateurs les défenseurs de la paix. L'initiative que vous avez prise est en parfaite harmonie avec l'action que doit mener en permanence le Sénat », a assuré Pierre Ngolo.

Parfait Wilfried Douniamana

MÉDIAS

Des journalistes formés contre la désinformation en période électorale

L'Organisation non gouvernementale (ONG) Pratic a organisé, les 12 et 13 février à Brazzaville, un atelier en faveur des journalistes et chargés de communication des organes impliqués dans le traitement et la diffusion de l'information en période électorale.

Animé par le président de l'ONG Pratic, Luc Missidimbazi, avec la participation de plusieurs encadreurs internationaux sur le thème « Combattre la désinformation en période électorale à l'ère de l'intelligence artificielle », l'atelier avait pour objectif de renforcer les capacités des acteurs clés de la communication pour prévenir, détecter et lutter efficacement contre la désinformation en période électorale, notamment amplifiée à l'ère de l'Intelligence africaine (IA), afin de garantir un processus crédible, transparent et apaisé.

Pour le président de Pratic, l'organisation de cet atelier trouve sa justification à l'approche de la période électorale au cours de laquelle



Journalistes et formateurs/Adiac

l'environnement médiatique pourrait être exposé à une circulation accrue de rumeurs et fausses informations, particulièrement par l'intermédiaire des réseaux sociaux et autres canaux non officiels.

Les professionnels du micro et de la plume ont acquis, au cours de cette atelier, des compétences dans l'analyse des informations fiables et vérifiées à l'approche de l'élection et à la maîtrise des outils d'analyse sur l'IA. Une remise de certificat de fin de formation aux participants a clos cette séance de formation des journalistes réunis pour un seul objectif: « Tout homme mal informé ne peut s'empêcher de mal raisonner ».

Jean Pascal Mongo-Slym

PRÉSIDENTIELLE DE MARS 2026

Acteurs politiques et société civile se concertent à Djambala

La classe politique nationale, notamment les représentants des partis reconnus par la loi ainsi que les représentants du gouvernement, de la société civile et des confessions religieuses, se réunissent du 16 au 19 février à Djambala, chef-lieu du département des Plateaux, à la faveur du dialogue politique.

Placé sur le thème « Dans la paix et l'unité, consolidons la démocratie par des élections libres et transparentes », le dialogue politique de Djambala est considéré, par les organisateurs, comme un forum à la consolidation de la démocratie et de réaffirmation de la culture de paix par l'élite politique congolaise. Un rendez-vous organisé à l'orée de chaque élection majeure.

Les représentants de quarante et un partis politiques de la majorité présidentielle, de l'opposition et du centre ainsi que des individualités participent à cette grande-messe pré-électorale. Le Conseil national des républicains de Frédéric Bintsamou alias pasteur Ntumi y est représenté par deux délégués.

Parmi les grands absents, on note l'Union patriotique pour le renouveau national de Mathias Dzon qui a décliné l'invitation du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, qualifiant ce rendez-vous de « simulacre de dialogue politique ». Bien qu'ayant déposé sa candidature à l'élection présidentielle en tant que candidat indépendant (opposition), le président du parti Les Souverainistes, Uphrem Dave Mafoula, dont la formation n'est pas agréée par l'Etat, n'a pas été invité à la réunion.

Parfait Wilfried Douuniama

RENUFORCEMENT DES CAPACITÉS

Un séminaire au profit des journalistes

Prélude à l'élection présidentielle du 15 mars prochain, le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC), en partenariat avec l'Unesco, a organisé, le 13 février, un séminaire de renforcement de capacités des journalistes de la ville économique.

Ouvrant les travaux du séminaire, Médard Milandou Nsonga, président du CSLC a signifié que le séminaire se tient à un moment crucial de la vie démocratique du Congo, à savoir l'élection présidentielle prévue le 15 mars prochain.

A l'évidence, a-t-il poursuivi, les médias doivent jouer un rôle central, celui d'informer avec exactitude, d'éduquer les citoyens, de favoriser un débat public responsable et de contribuer à la consolidation de la paix. L'immense responsabilité du journaliste réside aussi dans la rigueur, le professionnalisme, le respect de l'éthique et de la déontologie, l'auto-censure informationnelle dans une parfaite maîtrise des enjeux liés à la couverture médiatique des élections. La lutte contre la désinformation et les discours de haine, la garantie de l'équilibre et de l'équité dans le traitement de l'information sont



La photo de famille à la clôture du séminaire / Adiac

autant des défis auxquels les femmes et les hommes des médias doivent faire face. « Il s'agit de contribuer à un environnement médiatique

Le Collectif Mafoula président lancé

Le lancement officiel du Collectif Mafoula président (CMP) a eu lieu le 15 février, à Brazzaville. Un appel dit citoyen et patriotique au rassemblement autour de la candidature d'Uphrem Dave Mafoula à la présidentielle du 15 mars prochain.

Composé des membres du parti Les Souverainistes et d'une frange de la société civile ainsi que des autres citoyens, le mouvement se veut le fer de lance de la candidature d'Uphrem Dave Mafoula à l'élection présidentielle des 12 et 15 mars. Les partisans de ce dernier rêvent, à travers cette plateforme, d'une alternance par les urnes puisque l'objectif affiché est clair : faire bloc derrière celui qu'ils considèrent comme l'homme du renouveau.

Pour les intervenants qui se sont succédé à la tribune, le CMP incarne la possibilité d'un « Congo réconcilié avec lui-même ». Ils entendent mobiliser, le moment venu, l'électoralat de leur candidat.

Armand Youlou, l'une des figures du mouvement, a exhorté les Congolais à re-



Une vue des participants/Adiac

joindre les rangs du CMP. En s'appuyant sur les enseignements historiques de l'élection de 1992, il a rappelé l'importance de l'unité nationale pour mettre fin aux « antivalleurs » et relancer le développement économique.

Kyria Sublime Menna, de son côté, a esquissé les grandes lignes du projet porté par

Uphrem Dave Mafoula. Entre redressement économique, justice sociale et restauration de l'unité, le candidat des Souverainistes entend proposer une alternative concrète aux difficultés quotidiennes des Congolais, s'appuyant sur les richesses naturelles et les talents du pays.

Rude Ngoma

ces retrouvailles ont permis de rappeler aux participants que le journaliste doit travailler en tenant compte des données déontologiques et éthiques. « C'est-à-dire, faire de telle sorte que tous les candidats à cette élection soient au même niveau, leur accorder les mêmes chances d'expression et le même temps d'antenne à travers nos différents médias. Professionnellement parlons, nous aurons à éviter toutes les frustrations et tout ce qui peut entraîner les dérapages, donc ne rapporter que les faits », a-t-il insisté.

Quelques sous-thèmes ont été développés par différents orateurs au cours du séminaire, notamment la presse l'un des piliers de la démocratie ; le cadre juridique de l'élection présidentielle ; le rôle des journalistes dans le processus électoral et la prévention des conflits électoraux.

Séverin Ibara

saint au service de la paix, de la cohésion nationale, et de la transparence du processus électoral », a-t-il déclaré.

Remerciant pour sa part le

CSLC et l'Unesco pour l'organisation du séminaire, Francis Kassa Boussougou, rédacteur en chef à Radio congo Pointe-Noire, a signifié que

GRANDE FOIRE AGRICOLE DU CONGO

La deuxième édition prévue pour le mois d'août

Après la première édition de la Grande foire agricole du Congo (Gfac), organisée au village Bambou Mingali du 5 au 15 février, dans le département de Djoué-Léfini, le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, a annoncé, à la clôture de l'événement, la tenue de la deuxième édition au mois d'août prochain.

Ouverte par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, la première édition de la Gfac a été clôturée par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, dans une ambiance festive.

« Au nom de son excellence monsieur le président de la République, chef de l'Etat, et en vertu des pouvoirs qui me sont délégués, j'exprime toutes mes vives et chaleureuses félicitations à tous les producteurs agricoles, les exposants; au ministre de l'Agriculture, à ses collaborateurs et à la population de Djoué-Léfini, et déclare close la première édition de la Grande foire agricole du Congo », a déclaré le Premier ministre, dans son mot de clôture.

Devant des producteurs, transformateurs, exposants, experts, techniciens agricoles et une foule de la population chauffée à blanc, le ministre



Anatole Collinet Makosso délivrant son mot de clôture à la Gfac/Adiac

de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche a dressé le bilan de ces dix jours ayant ponctué la première édition de la Gfac. Paul Valentin Ngobo a estimé

les résultats fructueux et satisfaisants, en dépit de quelques flottements.

Pour lui, cette expérience économique du parc d'expositions

la souveraineté alimentaire du Congo. « *Aujourd'hui, nous pouvons dire avec fierté que le pari est gagné. Du 5 au 15 février, ce site de Bambou Mingali a transcendé sa fonction d'espace d'exposition pour devenir le véritable carrefour d'opportunités économiques de notre pays. Les chiffres qui nous parviennent des stands ne sont pas des simples statistiques, ils sont le témoignage d'une vitalité agricole retrouvée. Certains producteurs et exposants ont fait un chiffre d'affaire de plus de deux millions FCFA en quelques jours* », a souligné le ministre.

La Gfac, a-t-il indiqué, n'est pas née du hasard. C'est le fruit d'une volonté politique née d'une instruction directe du président de la République lors de son passage dans le département de la Bouenza, en mai dernier, a-t-il conclu.

Firmin Oyé

Pierre Ngolo a visité le parc des expositions agricoles Bambou Mingali

Le président du Sénat, Pierre Ngolo, accompagné de plusieurs sénateurs, a visité le 13 février dernier la Grande foire agricole du Congo (Gfac), qui venait de se tenir au village Bambou Mingali, dans le département du Djoué-Léfini.



Pierre Ngolo visitant les stands/Adiac

Dans la lignée de ses prédécesseurs qui ont montré leur curiosité pour cette foire agricole, le président du Sénat a été marqué par l'immensité de la surface occupée pour la réalisation de cette œuvre agricole. Pierre Ngolo a surtout salué l'enthousiasme des habitants des quinze départements du pays, en particulier des jeunes. « *Nous sommes convaincus que l'option de la diversification de l'économie n'est plus un rêve. Elle traduit une volonté véritable qui se lie à travers les actes. On peut donc espérer que demain, l'agriculture reprendra sa place dans le processus du développement du Congo* », a-t-il déclaré à l'issue de la visite.

Pour lui, l'agriculture, longtemps considérée comme priorité au Congo, souffrait de l'absence de mécanismes d'exécution clairs sur le terrain pouvant emmener une transformation structurelle de ce domaine. « Au regard de ce que

j'ai vu et entendu, on a toutes les raisons de croire que cette directive va désormais produire des effets », a souligné le président de la chambre haute du Parlement. Il a félicité le gouvernement, particulièrement le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, qui a fait, d'après lui, preuve de volontarisme et d'activisme pour développer ce domaine.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

Dave Mafoula à l'écoute des producteurs à la Gfac

Le président du parti Les Souverainistes (LS), candidat à l'élection présidentielle, Uphrem Dave Mafoula, a rencontré le 13 février au village Bambou Mingali, dans le district d'Ignié, des producteurs et commerçants exposant à la Grande foire agricole du Congo (Gfac).



Dave Mafoula discutant avec un producteur/Adiac

Quelques jours seulement après avoir déposé son dossier de candidature à l'élection présidentielle des 12 et 15 mars, Uphrem Dave Mafoula a choisi la Gfac, ancrage populaire ces derniers temps pour les amoureux de la terre et l'herbe, pour réaffirmer sa politique de souveraineté alimentaire. Allant à la rencontre des artisans dans les stands, vitrine agricole des habitants des quinze départements du Congo, il s'est longuement arrêté pour écouter les doléances de certains producteurs. Au nombre des problèmes cités, le manque criant de machines agricoles pour moderniser la production; l'état de délabrement des routes qui enclavent les zones de culture et l'absence de banque agricole pour financer durablement les projets des producteurs. En réponse aux préoccupations des exposants et des agriculteurs, Dave Mafoula a opposé une vision de rupture à la gestion actuelle, qu'il a jugée déconnectée des réalités rurales. En attente de la validation de son dossier par la Cour constitutionnel, le candidat à la magistrature suprême affine sa stratégie de proximité.

J.P.M.-S.

FIGA :

Plus d'un milliard de francs CFA alloués aux bénéficiaires en 2025

Le conseil d'administration du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (Figa) s'est réuni en session ordinaire le 13 février, à Brazzaville, pour adopter le rapport d'activité de l'exercice 2025 et définir la feuille de route budgétaire pour l'année 2026.

Lors de ces travaux, les administrateurs ont dressé un bilan exhaustif de l'année 2025 marquée par une accélération notable des interventions de l'institution en faveur des très petites, petites et moyennes entreprises ainsi que des artisans. Ce bilan met en lumière l'impact des mécanismes d'impulsion et de garantie mis en œuvre pour renforcer l'accompagnement et l'accès au financement pour les porteurs de projets sur l'ensemble du territoire national. « L'année écoulée a été essentielle pour établir les fondations de notre transformation », a déclaré le président du conseil d'administration, Rodrigue Malanda Samba, à l'ouverture de la session.

Les indicateurs de performance font état de 9 924 promoteurs ayant bénéficié du volet impulsion pour le lancement de leurs activités, tandis que 1 634 porteurs de projets ont reçu un accom-



Les membres du conseil d'administration du Figa/Adiac

pagnement. Sur le plan du financement, le conseil a noté la mobilisation de plus d'un milliard FCFA pour soutenir 5 281 bénéficiaires de la garantie du Figa, facilitant ainsi leur accès aux crédits bancaires.

Outre la présentation et

l'adoption du rapport d'activité, le conseil d'administration a porté une attention particulière sur l'examen du budget prévisionnel et le plan de travail annuel budgétisé exercice 2026; les mécanismes de monétisation des titres des-

tinés à couvrir les garanties, avant d'aborder le sujet de la scission du Figa, établissement public à caractère administratif en établissement public à caractère industriel et commercial (Epic). « La transformation en Epic ne

doit pas demeurer formelle. Le conseil d'administration devra veiller à faire du Figa un Epic performant, responsable et durable, capable d'honorer sa mission d'intérêt général dans un environnement budgétaire désormais plus exigeant », a indiqué Rodrigue Malanda Samba.

Le président du conseil d'administration du Figa a profité de l'occasion pour lancer un message à l'endroit du personnel de cet établissement. « L'année 2026 doit être celle de la consolidation, de la crédibilité et de la maturité institutionnelle du Figa », a-t-il souligné.

Avec pour mission de soutenir la création, le développement et la compétitivité des acteurs congolais, le Figa réaffirme, par la tenue de ce conseil d'administration, son engagement à jouer pleinement son rôle de catalyseur national.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION à
la MODERNITÉ

**Expositions
et projections :**

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

**Horaires
d'ouvertures :**

Du Lundi au Vendredi : 9H-17H

Samedi : 9H-13H

Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Gesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo

DETTE PUBLIQUE

Les opérateurs économiques rencontrent le président du Sénat

Le collectif des syndicats patronaux du Congo, dirigé par Roger Obesse, a échangé le 12 février avec le président du Sénat, Pierre Ngolo, sur la situation de leur créance en vue d'une amélioration dans le paiement.

Après l'Assemblée nationale, le tour était revenu au Sénat de recevoir les doléances des opérateurs économiques. La rencontre a permis d'exposer au président de cette chambre haute du Parlement plusieurs obstacles qui, selon eux, paralysent actuellement le secteur privé national. Il s'agit, entre autres, du non-paiement des créances dues par l'Etat pour l'exercice 2025; les difficultés liées aux dossiers d'inspection de l'Inspection générale des finances, le manque d'application des décrets présidentiels par les services de l'administration et les problématiques sur le climat des affaires qui freinent le développement des entreprises locales. « C'est aux parlementaires maintenant d'interpeller le gouvernement dans leur rôle de contrôle, parce que l'ensemble des opérateurs



économiques qui ont travaillé depuis des années sont en difficultés », a indiqué Roger Obesse, au sortir de leur rencontre avec le président du Sénat, Pierre Ngolo. Il a alerté, à cet effet, sur la situation précaire des prestataires nationaux. Selon lui, bien que le budget prévoit le

règlement des marchés publics, les paiements ne suivent pas. En ignorant les dispositions du décret n°2023-1579 sur l'apurement de la dette commerciale, l'Etat laisse, a-t-il déploré, la dette intérieure s'alourdir au mépris des engagements contractuels pris. Il a dénoncé, par ailleurs, la ges-

du chef de l'Etat. « Nous allons donc être victimes de la Zone de libre-échange continentale africaine qui arrive, où toutes les nations pourront venir intervenir sur nous et il va falloir que l'on soit déjà prêt. Pour ce faire, il faut que le gouvernement accompagne les opérateurs économiques dans ce secteur-là », a sollicité le collectif.

En réponse, le président du Sénat a salué la démarche des opérateurs économiques et annoncé un suivi de la Commission économie et finances de son institution pour un examen approfondi du dossier. Tout en reconnaissant la légitimité et l'urgence de leurs revendications, il les a exhortés au dialogue, soulignant que la résolution des différends doit impérativement s'inscrire dans un cadre pacifique et constructif.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE

Les investisseurs internationaux réaffirment leur confiance au Congo

Les investisseurs internationaux réitèrent leur confiance au Congo, après que le pays a réalisé avec succès la première offre publique d'obligations internationales à échéance 20235. Le ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille public a confirmé l'information dans un communiqué de presse publié le 11 février, signé de son directeur de cabinet, Paule Malié.

Dans son communiqué, le ministère des Finances soutient que les investisseurs internationaux se disent satisfaits du succès réalisé par le Congo, à l'issue de la première offre publique d'obligations internationales d'un montant de 700 millions de dollars américains. Cette émission, précise le ministère, est assortie d'un coupon de 9,5%, et d'une échéance finale fixée à janvier 2035. L'encours de l'obligation se fera en cinq tranches annuelles égales, à compter de 2031.

Le ministère des Finances a indiqué que cette transaction est la première offre publique d'obligations internationales réalisée par le Congo. Elle

confirme, à cet effet, le retour en force de l'Etat congolais sur les marchés internationaux de capitaux, dans la poursuite des opérations de placement privé conduites aux mois de novembre et de décembre 2025.

Le succès de cette opération reflète ainsi l'adhésion et la confiance renouvelées des investisseurs internationaux dans la stratégie économique et financière portée par le gouvernement, à travers ses ambitieuses réformes.

« Cette opération a été soutenue par une forte mobilisation des investisseurs. Parmi eux, plus de soixante ont été rencontrés par le ministère des Finances, dans

le cadre d'un « roadshow international, tandis que le livre d'ordres a dépassé deux milliards de dollars américains, de la part de plus de cent investisseurs, permettant une compression du rendement de 37,5 points de base au cours de la journée de fixation des conditions. Cela suscite la crédibilité financière du Congo », souligne le ministère des Finances.

La crédibilité financière est tributaire au double succès enregistré à l'issue des opérations de novembre et de décembre 2025. Cette émission, selon le ministère, incarne un « réel changement d'échelle ».

Firmin Oyé

GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE

Les investisseurs internationaux réaffirment leur confiance au Congo

Les investisseurs internationaux réitèrent leur confiance au Congo, après que le pays a réalisé avec succès la première offre publique d'obligations internationales à échéance 20235. Le ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille public a confirmé l'information dans un communiqué de presse publié le 11 février, signé de son directeur de cabinet, Paule Malié.

Dans son communiqué, le ministère des Finances soutient que les investisseurs internationaux se disent satisfaits du succès réalisé par le Congo, à l'issue de la première offre publique d'obligations internationales d'un montant de 700 millions de dollars américains.

Cette émission, précise le ministère, est assortie d'un coupon de 9,5%, et d'une échéance finale fixée à janvier 2035. L'encours de l'obligation se fera en cinq tranches annuelles égales, à compter de 2031.

Le ministère des Finances a indiqué que cette transaction est la première offre publique d'obligations internationales réalisée par le Congo. Elle confirme, à cet effet, le retour en force de l'Etat congolais sur les marchés internationaux de capitaux, dans la poursuite des opérations de placement privé conduites aux mois de novembre et de décembre 2025.

Le succès de cette opération reflète ainsi l'adhésion et la confiance renouvelées des investisseurs internationaux dans la stratégie économique et financière portée par le gouvernement, à travers ses ambitieuses réformes.

« Cette opération a été soutenue par une forte mobilisation des investisseurs. Parmi eux, plus de soixante ont été rencontrés par le ministère des Finances, dans le cadre d'un « roadshow» international, tandis que le livre d'ordres a dépassé deux milliards de dollars américains, de la part de plus de cent investisseurs, permettant une compression du rendement de 37,5 points de base au cours de la journée de fixation des conditions. Cela suscite la crédibilité financière du Congo », souligne le ministère des Finances.

La crédibilité financière est tributaire au double succès enregistré à l'issue des opérations de novembre et de décembre 2025. Cette émission, selon le ministère, incarne un « réel changement d'échelle ».

Firmin Oyé

RÉINSERTION SOCIALE DES JEUNES

Le Centre d'Auberville prêt à accueillir ses premiers pensionnaires

Au terme de plusieurs mois de travaux intensifs et d'aménagement, le Centre d'insertion et de réinsertion sociales des jeunes (CIRSJ) d'Auberville, dans le département de la Bouenza, affiche désormais complet. Il n'attend plus que le feu vert du gouvernement pour transformer positivement la vie des jeunes en difficulté, particulièrement ceux en conflit avec la loi.

Le chantier du CIRSJ d'Auberville, mené par le ministère en charge de la Jeunesse, est officiellement achevé. Du bloc administratif aux unités de production, chaque mètre carré de ce complexe de treize hectares est prêt à remplir sa mission : offrir une seconde chance aux jeunes en conflit avec la loi et à ceux en proie aux stupéfiants. Le projet impressionne par sa démesure et sa qualité. Au total, ce sont quarante bâtiments neufs qui sont sortis de terre, complétés par neuf édifices réhabilités, le tout entièrement meublé et équipé. Le centre n'est pas seulement un lieu d'hébergement ; c'est également une cité de transformation qui comprend un



L'atelier de menuiserie/DR

Centre de santé intégré équipé de bureaux médicaux, de salles d'hospitalisation et d'un

bloc d'accouchement (Ouvert également à la population riveraine), ainsi qu'un centre

notamment une boulangerie déjà fonctionnelle et une unité de menuiserie de 600 m² dotée de machines industrielles; des dortoirs supplémentaires, un réfectoire, une chambre froide, et un amphithéâtre d'une capacité de plus de trois cents places.

Sur place, la sécurité et l'encaissement sont déjà opérationnels puisque des instructeurs militaires, spécifiquement formés en Corée du Sud à la psychologie du changement des mentalités, attendent l'arrivée des pensionnaires. Leur mission sera double, à savoir assurer la discipline et guider ces jeunes vers une réintégration sociale et citoyenne réussie.

Rude Ngoma

DISPARITION

« Abala uni et solidaire » se souvient encore d'Ekiaye-Ackoly Wamene

Les cadres du district d'Abala, département de la Nkeni-Alima, réunis autour de la Mutuelle Abala uni et solidaire (MAUS) ont commémoré, le 15 février à Brazzaville, le 16e anniversaire de la disparition d'Ekiaye-Ackoly Wamene, à travers une messe d'action de grâce célébrée en la paroisse Sainte-Marie de Ouenzé et le dépôt de la gerbe de fleurs sur sa tombe au cimetière du centre-ville.

Décédé le 31 janvier 2011 à Paris, en France, à l'âge de 62 ans, Ekiaye-Ackoly Wamene, journaliste professionnel, ancien directeur général de Télé-Congo et ancien vice-président du Conseil supérieur de la liberté de communication, est considéré comme une icône par les filles et fils d'Abala. La MAUS, créée à la suite de sa disparition, a donc commémoré le 15 février un double événement : son 16e anniversaire couplé aux 16 ans de la disparition d'Ekiaye Ackoly Wamene.

« La famille, les amis de notre icône Ekiaye-Ackoly Wamene, nous sommes ici aujourd'hui pour respecter notre tradition qui fait que chaque année, au mois de février, nous nous retrouvons. Ce matin, après la messe d'action de grâce sollicitée par la mutuelle, sous la supervision de l'un des cofondateurs de la MAUS, le sénateur Gabriel Oba Apounou, nous sommes ici pour honorer sa mémoire. Cela fait 16 ans

qu'il nous a quittés, sa mémoire est toujours gravée, nous gardons ses valeurs, son souvenir et son histoire, parce que c'était un grand cadre qui a servi ce pays », a déclaré le président de la MAUS, Samuel Ossebi-Mbila.

Journaliste et politologue, Ekiaye-Ackoly Wamene plaçait le respect par les journalistes des normes déontologiques et légales de leur profession au cœur de ses préoccupations. Pour lui, ce respect des normes protégeait mieux les journalistes des pressions éventuelles. Ancien président de la section congolaise de l'Union internationale de la presse francophone, Ekiaye-Ackloy Wamene avait pour credo la responsabilité et la crédibilité de la presse congolaise. Cadre d'Abala, le sénateur Gabriel Oba Apounou, dans son témoignage, a rappelé qu'Ekiaye-Ackoly Wamene « fut l'un de mes meilleurs collaborateurs qui venait de nous quitter, il y a 16 ans. Nous ne t'oublierons



Recueillement sur la tombe de l'illustre disparu/DR

pas. C'est la raison pour laquelle chaque année, nous sommes tenus à venir là où tu as été enterré pour nous recueillir. Tu as été un homme ouvert... », a-t-il déclaré en substance. Président de la MAUS depuis plus d'une année, Samuel Ossebi-Mbila a rappelé que depuis sa création, cette association a connu l'adhésion massive des filles et fils du district d'Abala. Elle prône l'unité, l'amitié et la solidarité, trois outils du vivre ensemble que les

membres doivent implémenter d'une façon permanente. Insistant sur les valeurs d'amitié, de solidarité et d'unité qui incarnent la MAUS, il a reprécisé que 2026 sera l'année de mise en pratique du plan d'actions élaboré tout en respectant le calendrier de travail avec à la clé l'exécution des activités retenues parmi lesquelles la grande campagne d'adhésion.

L'actualité politique oblige, bien que jouissant du statut d'apolitique, les filles et fils d'Abala, réunis autour de

la MAUS, ont apporté leur adhésion à la dynamique nationale consistant à soutenir la candidature du président sortant, Denis Sassou N'Gesso, à l'élection présidentielle des 12 et 15 mars. « En conséquence, comme il est de coutume, la MAUS appelle toutes les couches sociales du district d'Abala à exprimer cette adhésion par un vote massif pour la victoire écrasante du candidat Denis Sassou N'Gesso dès le premier tour », ont conclu les participants.

Parfait Wilfried Douniamba

FONCTION PUBLIQUE

Les administrations publiques appelées à tenir leurs CAP courant 2026

Dans la perspective de garantir l'efficacité de la retraite automatique pour compter de janvier 2027, le directeur de cabinet du ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Christian Aboké-Ndza, a appelé, le 11 février à Brazzaville, les administrations publiques à tenir courant 2026 leurs Commissions administratives paritaires (CAP) respectives.

S'exprimant à l'occasion de l'ouverture des travaux de la première CAP du ministère en charge de la Fonction publique, Christian Aboké-Ndza a rappelé que les CAP ont été instituées afin d'évaluer la performance des agents civils de l'Etat dans leur travail et de les encourager à en être plus performants au travers des meilleures perspectives de carrières qui s'offrent à eux. Elles traduisent, d'après lui, la volonté inébranlable du gouvernement à améliorer les conditions de vie de ces agents.

En effet, le décret n°2025-15 du 12 février 2025 fixant les conditions et les modalités d'avancement des fonctionnaires renforce les missions de la CAP, notamment concernant l'examen des questions relatives à leur carrière, aux conditions de travail, à la sécurité sociale, à la santé et à la sécurité au travail. La gestion des carrières administratives répond ainsi, a poursuivi le directeur de cabinet, à la volonté d'assurer à tous les agents civils de l'Etat de meilleures perspectives, compatibles à la nécessité de la bonne gouvernance au service du public. Ainsi, la carrière d'un agent civil de l'Etat doit se réaliser par une progression continue dans la hiérarchie de son corps ou de son cadre d'emploi, selon le rythme prévu par le statut général de la Fonction publique ou par les statuts particuliers. « Le retard constaté dans les avance-



Le Directeur de cabinet posant avec les membres de la CAP/Adiac

ments des agents civils de l'Etat est dû, pour l'essentiel, à l'irrégularité dans la tenue des CAP par les différentes administrations. Cela a pour conséquence l'impossibilité de rendre automatique le droit d'accès à la sécurité sociale pour ceux des agents civils de l'Etat ayant fait valoir leurs droits à la retraite », a expliqué Christian Aboké-Ndza.

Selon lui, l'opérationnalisation prochaine du Système intégré de gestion des ressources humaines de l'Etat (Sighré) visant la gestion automatique de la carrière des agents civils, est une

condition sine qua non de la retraite automatique.

Plus de 1600 dossiers examinés

La CAP du ministère en charge de la Fonction publique, au titre de l'année 2026, porte sur l'examen et le traitement de plus de 1600 dossiers, toutes catégories confondues, notamment en matière de promotion, d'avancement, de reclassement, de reconstruction de carrière, de révision des situations administratives. Parmi ce lot, il y a 1100 dossiers de promotions et 400 autres de toute nature confondue. « A vous

membres de cette CAP, je vous invite à vous mettre résolument au travail avec professionnalisme, transparence et rigueur, afin d'aboutir à des résultats probants attendus par tous. Les nouvelles situations administratives des agents de notre ministère seront intégrées dans le Sighré et constitueront le point de départ de la gestion automatique de la carrière des agents civils de l'Etat à travers cet instrument », a conclu Christian Aboké-Ndza. Il a assuré qu'à terme, c'est l'ensemble du personnel évoluant au sein de ce ministère qui

sera avancé.

Présidente de cette CAP, la directrice générale de la Fonction publique, Joséphine Bamandouki Olingou Pourou, est revenue sur les grands défis à relever sur la gestion des ressources humaines de l'Etat. D'après elle, les managers et les responsables des ressources humaines ne tiennent pas aujourd'hui seulement compte des résultats de leurs structures en matière financière. Ils cherchent aussi à mettre l'accent sur le capital humain dont les performances dépendent, entre autres, de la bonne gestion de leur carrière.

« C'est dans ce sillage que le cadre juridique de notre fonction publique reconnaît au profit des agents un certain nombre des droits dont le droit à l'avancement d'échelon... Si j'ai l'habitude de présider les travaux des CAP des autres administrations, cette session revêt un caractère particulier parce qu'elle est la toute première qui se tient dans notre département ministériel. Elle marque un tournant décisif dans la gestion de la carrière de nos agents,

mais aussi un déclencheur, une invite aux autres administrations d'organiser leurs CAP pour garantir à leurs agents une évolution normale de leur carrière administrative », a-t-elle rappelé.

Parfait Wilfried Douniamba



EY Congo (Ernst & Young) a le plaisir de vous convier le vendredi 20 février 2026, à partir de 9 heures, à l'hôtel KEMPINSKI Brazzaville, à une réunion d'information portant sur les thèmes suivants :

- les nouvelles orientations fiscales pour l'exercice 2026 ;
- la transposition de la Directive CEMAC du 09/01/2025 portant réforme des chapitres relatifs à l'IS et à l'IRPP ;
- les impacts pratiques pour les entreprises opérant au Congo.

Ce séminaire se tiendra également via « TEAMS »

Principaux Intervenants

- Crespin Simedo Pereira
Associé, Directeur juridique & fiscal
- Aymar Matsounga Bakala
ACR Partner Expert-Comptable
- Princia Douma - Clément Rebière - David Loemba
Tax Senior manager & Tax associate Directors

Programme

- 9h 00 - 09 h 30 : Accueil - Petit Déjeuner
- 09h30 - 12h : Présentation et analyse des dispositions fiscales
- 12h - 12h 50 : Questions - réponses - contributions
- 12h 50 - 13 h : Conclusion
- 13h : Cocktail apéritif

Inscription réservée aux entreprises privées

• En présentiel

Frais de 100.000 F (HT) par participant
Gratis pour les Abonnés EY Congo à jour d'honoraires
(Dans la limite de 2 personnes)

• Via la plateforme Teams

Frais de 250.000 F (HT) par entreprise
Frais de 150.000 F (HT) pour les Abonnés EY Congo

Contact pour toute information et inscription

mesanges.makayendzi@cg.ey.com / +242 06 441 71 41



CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

AVIS D'APPEL D'OFFRES N°001/CEMAC/C/P/CPM/25

POUR L'ACQUISITION D'ORDINATEURS COMPTABLES ET DES KITS DE SYSTEME DE VISIOCONFERENCE COMPLET POUR LA COMMISSION DE LA CEMAC

La Commission de la CEMAC a prévu au budget 2025, une ligne de crédit pour l'acquisition de matériels informatiques et bureautiques et de systèmes de visioconférence.

Lot unique :

1. Soixante-dix-sept (77) ordinateurs portables et accessoires ;
2. Cinq (5) kits complets de systèmes de visioconférence et les accessoires supplémentaires suivants :
 - a) Quatre (04) microphones avec câblage de base flexible ;
 - b) Un (01) Hub de microphone Rally ;
 - c) Une (01) table-HUB ;
 - d) Trois (03) écrans 65» LCD rétro-éclairés par LED-4K- pour signalétique numérique / communication interactive ;
 - e) Trois (03) Chariots pour écran plat - avec anticollision - Taille d'écran recommandée: 55" - 105" - posé sur le sol avec roulette et ajustement en hauteur.

La Commission de la CEMAC invite les entreprises remplissant les conditions requises à présenter une offre sous pli fermé et cacheté pour l'acquisition et l'installation des ordinateurs portables et des kits de systèmes de visioconférence au siège de la Commission de la CEMAC et dans les Représentations Pays CEMAC.

Les entreprises intéressées, remplissant les conditions requises, peuvent obtenir un complément d'information et examiner le dossier d'appel d'offres au siège de la Com-

mission de la CEMAC à Bangui ou dans les Représentations Pays CEMAC entre 9 heures et 15 heures, les jours ouvrables.

Les offres devront être déposées au service courrier du siège de la Commission de la CEMAC, Avenue des Martyrs, B.P 969 Bangui, République Centrafricaine, en version papier exclusivement, au plus tard trente jours après la date de publication de cet avis d'appel d'offres. Les catalogues relatifs aux matériels devront être joints au dossier technique.

Le processus de sélection se déroulera conformément au Règlement n°09/24-UEAC-001-CM-SE portant procédures de passation, d'exécution et règlement des marchés publics de la Communauté.

Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées. Par la suite, les soumissionnaires seront invités à participer à la séance d'ouverture des plis qui se tiendra à l'adresse indiquée ci-après : Commission de la CEMAC, Avenue des Martyrs, B.P 969 Bangui, République Centrafricaine. Email: DSI@cemac.int, nganguec@cemac.int. La date d'ouverture des plis leur sera communiquée dans l'invitation.

Fait à Bangui, le

10 OCT 2025

LE PRÉSIDENT

Baltasar ENGONGA EDJO'O

TECHNOLOGIES

L'Inde accueille un sommet mondial dédié à l'IA

La rencontre internationale sur l'Intelligence artificielle (IA) s'ouvre ce 16 février à New Delhi, la capitale indienne, réunissant une vingtaine de chefs d'Etat et des principaux dirigeants du secteur technologique. Les participants devront élaborer une feuille de route commune pour encadrer le développement et la gouvernance mondiale de l'IA, dans un contexte de fortes attentes et de débats sur la régulation.

Autour du Premier ministre indien, Narendra Modi, une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement est attendue. Il s'agit de la quatrième édition de cette rencontre mondiale consacrée à l'IA. Les précédentes sessions s'étaient tenues à Paris, Séoul et à Bletchley Park, au Royaume-Uni. À chaque étape, les discussions ont porté sur la nécessité de concilier innovation technologique et encadrement réglementaire.

À New Delhi, les grands patrons du secteur seront également présents. Parmi eux, Sam Altman pour OpenAI, Sundar Pichai pour Google, ainsi que Jensen Huang, dirigeant de Nvidia. Leur présence souligne le poids croissant des entreprises privées dans l'orientation des politiques liées à l'IA.

Après plusieurs journées de tables rondes et de débats, les dirigeants devront travailler, à partir du 19 février, à l'élaboration d'une feuille de route commune pour la gouver-



Le Premier ministre indien Narendra Modi inaugure le Sommet indien sur l'impact de l'IA 2026 au Bharat Mandapam, à New Delhi, en Inde, le lundi 16 février 2026. (Photo: Getty Images)

nance et la collaboration mondiale » en matière d'IA. Le Premier ministre Narendra Modi souhaite notamment faire adopter une résolution visant à renforcer les partenariats internationaux et à affirmer le rôle central de l'Inde dans la décennie à venir.

Cependant, les spécialistes s'interrogent sur le caractère contraignant des résolutions du sommet. Les initiatives internationales engagées jusqu'à présent se sont surtout traduites par des déclarations de principe et des cadres de « quasi autorégulation ». À l'issue du « Som-

met pour l'action sur l'IA » organisé à Paris l'an dernier, plusieurs dizaines de pays avaient signé un texte en faveur d'une IA « ouverte », « inclusive » et « éthique ». Les États-Unis et le Royaume-Uni avaient refusé d'y apposer leur signature, mettant en garde contre une régulation ju-

gée excessive et potentiellement nuisible à l'innovation. Les débats à New Delhi s'articuleront autour de trois axes : « les personnes, le progrès et la planète ». Des thèmes larges qui couvrent des enjeux majeurs comme l'impact environnemental des infrastructures numériques, les transformations du marché du travail, les conséquences sur la création artistique et l'éducation, ou encore la fiabilité de l'information à l'ère des contenus générés par IA. Parmi les sujets les plus sensibles figure la protection de l'enfance. Les dérives récentes, notamment la polémique liée à l'outil Grok développé par la plateforme X d'Elon Musk, accusée d'avoir facilité la diffusion d'images générées par IA représentant des femmes et des mineurs dénudés, ont ravivé les inquiétudes. Elles illustrent l'urgence d'un encadrement plus strict et d'une coopération internationale renforcée pour prévenir les abus.

Fiacre Kombo

DIPLOMATIE SPATIALE

Washington accélère son offensive en Afrique

Le 16 décembre dernier à Washington, l'ambassadeur Jonathan Pratt, haut responsable du Bureau des affaires africaines, a présidé une réunion de formation technique et réglementaire « États-Unis-Afrique sur l'espace ».

La rencontre constitue la première d'une série d'initiatives préparatoires à la « Conférence NewSpace Africa », prévue du 20 au 23 avril à Libreville, au Gabon. L'objectif affiché par Washington est clair : accompagner les pays africains dans la mise en place de programmes spatiaux nationaux « financièrement robustes et alignés sur les normes internationales », selon Jonathan Pratt. Les États-Unis insistent sur la nécessité de développer des capacités locales « non dé-

pendantes, opaques ou contrôlées par des acteurs extérieurs », un message qui résonne dans un contexte de compétition géopolitique accrue.

Une mobilisation africaine significative

Des représentants des agences spatiales de plusieurs pays africains ont pris part aux travaux, notamment le Sénégal, l'Angola, l'île Maurice, Djibouti, le Nigeria, le Kenya, le Botswana, le Éthiopie, la Namibie, le Rwanda et l'Egypte. Cette diversité

témoigne de l'intérêt croissant du continent pour les applications spatiales : télécommunications, observation de la Terre, gestion des catastrophes ou encore agriculture de précision. Côté américain, des représentants du United States Department of Defense, du United States Department of Commerce et de la Federal Communications Commission ont pris part aux échanges, soulignant l'importance stratégique accordée à cette coopération.

Une Afrique spatiale en pleine mutation

Selon la diplomatie américaine, le continent compte désormais plus de 60 satellites en orbite, illustrant l'émergence d'un écosystème spatial africain dynamique. Cette montée en puissance attire l'attention des grandes puissances. Une concurrence soutenue oppose déjà les États-Unis, la Chine et la Russie, chacune cherchant à consolider son influence technologique et stratégique. Au-delà de la formation technique, cette

initiative marque une étape supplémentaire dans la « diplomatie spatiale » américaine en Afrique. Les participants ont convenu de renforcer leur coopération afin de promouvoir une exploration responsable, transparente et conforme aux standards internationaux. À l'approche de la conférence de Libreville, l'espace apparaît plus que jamais comme un nouveau terrain d'affirmation des partenariats et des rivalités mondiales sur le continent africain.

Noël Ndong

EXPOSITION ART CAPITAL

Sardoine Mia au Salon des Indépendants au Grand palais à Paris

Les œuvres de Sardoine Mia ont été l'une des belles attractions au stand D1 violet de l'exposition Art Capital qui s'est déroulée du 13 au 15 février, à Paris.

Au Grand Palais, la rencontre est directe avec les artistes. Par cette exposition, il est permis aux visiteurs de rencontrer celles et ceux qui façonnent l'art d'aujourd'hui. Il est permis d'échanger avec les artistes, de découvrir leurs sources d'inspiration, de comprendre leur démarche ou simplement partager un moment autour de leur œuvre donne une dimension profondément humaine et authentique à la visite.

De ce fait, sur le Stand D1 violet, dès le début de l'échange avec Sardoine Mia à propos de ses œuvres et de sa présence au grand rendez-vous culturel parisien, on a pu découvrir de suite chez l'artiste congolaise, native de Pointe-Noire, une expression artistique soutenue, et, en même temps, celle d'un voyage en parcourant ses deux œuvres exposées par lesquelles elle a offert aux visiteurs créati-

vité, constance de sa justesse entre réalité et imaginaire, entre possible et infini, tout en les plongeant dans sa passion destinée à un réel envol assuré.

Sardoine Mia, diminutif de Miambanzila, artiste plasticienne, est en résidence en France depuis son installation à Nantes. En remontant le temps, on entrevoit rapidement chez elle les caractéristiques d'une femme mordue de toutes les formes de l'art. Elle commence par le dessin avant de s'intéresser à plusieurs autres disciplines artistiques : photo, vidéo, peinture. Dans sa lancée d'autodidacte, elle fait la rencontre, en 2016, d'artistes des ateliers Sahm. Séduite par la puissante énergie artistique de ces lieux, elle décide d'en devenir membre et de faire carrière en peinture. Perfectionniste, elle entame parallèlement des études en



Sardoine Mia au Grand Palais à Paris, février 2026/Vanessa Nguema

architecture.

Seulement un an après, en 2017, elle participe à la 6e édition de la Rencontre internationale d'art contemporain aux ateliers Sahm où elle est lauréate en peinture de la bourse annuelle de travail Gasteatelier Krone Aarau. Cette première résidence lui permet de se perfectionner et de se hisser encore plus haut par son talent.

Ensuite, tout s'enchaîne très vite. De résidence en résidence, elle peut s'exprimer, s'ouvrir à travers la peinture dans un cadre typiquement de recherche et de découverte allant jusqu'à faire ressortir le génie créatif qui sommeille en elle. Grâce à la palette de sensations qu'elle exprime à travers son art, elle est récompensée en 2021 par le Prix Prince-Claus Seed Award. L'année d'après, la plasticienne congolaise Sardoine Mia, fine observatrice du monde qui l'entoure, est sacrée Prix « Faces of peace and art/Visages de la paix et de l'art » 2022 par le magazine espagnol « Contemporary art curator ».

Armée de sa gamme de pinceaux, elle travaille à réinter-

préter la réalité selon un idéal qui lui est propre. La violence, la corruption, la guerre, la misère, etc., sont autant de sujets sur lesquels elle médite et qu'elle reproduit sur ses toiles, tout en rêvant d'un monde meilleur tendant vers la paix, l'amour, la liberté, la joie, le vivre-ensemble, la protection de l'environnement, l'art comme thérapie, etc. « Ma pratique de la peinture est un exutoire. C'est cette capacité à rêver toujours plus loin qui est ma motivation et qui se retranscrit dans mon travail à travers un vocabulaire poétique aux formes complexes », confiait-elle à la presse il y a quelques années. On peut dire aujourd'hui sans conteste qu'elle a pris son envol.

Marie Alfred Ngoma

BIENNALE DE LA DANSE AU CONGO

Des artistes s'exprimeront à Brazzaville

La biennale de la danse au Congo, nommée « Biennale zéro », lance un appel à candidature aux artistes nationaux et internationaux, résidant et travaillant en République du Congo, à soumettre leurs projets via le formulaire en ligne.

Danseurs, danseuses, chorégraphes, compagnies sont concernés. Toutes les esthétiques : danses traditionnelles, contemporaines, urbaines, formes hybrides ou expérimentales sont autorisées.

La première édition de la biennale de la danse au Congo se tiendra en septembre prochain, à Brazzaville, sur le thème « Corps, racines et futurs ». Elle a pour objectif de

valoriser la création chorégraphique congolaise; d'offrir une plateforme de visibilité nationale et internationale; de soutenir les jeunes artistes et talents émergents; d'encourager des œuvres engagées autour des enjeux contemporains; de proposer une programmation de renom.

Les projets soumis doivent s'inscrire dans la thématique « Corps, racines et futurs »

et doivent aborder l'un de ces sujets : le corps comme mémoire, les héritages culturels, la jeunesse et l'avenir, l'environnement, la parité, les enjeux de société.

L'inscription se fait en ligne jusqu'au 13 mars. Pour plus d'information, écrire sur cette adresse biennaledeladansec@gmail.com.

Des éléments à fournir : présentation de l'artiste ou de la compagnie, note d'intention du projet, description de la proposition artistique, liens vidéos si disponibles, fiche technique simplifiée, coordonnées complètes.

Les critères de sélection sont les suivants : qualité artistique, pertinence du sujet, ancrage culturel congolais, engagement sociétal, faisabilité technique, parité et diversité. Les danses traditionnelles, contemporaines, urbaines, formes hybrides ou expérimentales sont acceptées.

Rosalie Tsiankolela Bindika

CANDIDATURES

APPEL À

BIENNALE DE LA DANSE AU CONGO

PREMIÈRE ÉDITION SEPTEMBRE 2026 | BRAZZAVILLE

INSTITUT FRANÇAIS

Liberté Créativité Diversité

THÈME : « CORPS, RACINES ET FUTURS »
Le corps comme mémoire vivante. Les racines comme fondation. Le futur comme responsabilité collective.

PRÉSENTATION AXES THÉMATIQUES

ÉMILE GANKAMA

ÉMILE GANKAMA

TÉMOIGNER POUR ÉDIFIER

À l'aune des Rencontres citoyennes
Enjeux et enseignements du dialogue direct entre le président de la République et les forces vives de la nation

L'essentiel des échanges du président Denis Sassou N'Gesso avec les forces vives de la nation dans plusieurs départements du Congo

FOOTBALL**Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe****Transferts : Ikia Dimi quitte Amiens pour la Pologne**

Yvan Ikia Dimi a quitté, le 11 février, son club formateur, le SC Amiens, pour s'engager en faveur du troisième du championnat polonais, le

de soigner sa déchirure musculaire à la cuisse. Le gardien international devrait reprendre sa place, mercredi, face à Floriana, son ancien club. Marsaxlokk est désormais deuxième avec 13 points.



Gornik Zabrze.

L'ailier de 21 ans, qui a participé à vingt matches de Ligue 2, dont onze comme titulaire, était co-meilleur buteur du club picard avec quatre réalisations et deux passes décisives.

Le natif de Villeneuve-Saint-Georges a signé un bail de trois ans et demi et est désormais lié jusqu'en juin 2029.

Troisième du championnat, le Gornik est encore en lice en Coupe. Notons que Lukas Podolski, champion du monde 2014, évolue au sein du club

National 1, 21e journée

Malgré la réduction du score d'Alain Ipié, Valenciennes s'incline à domicile face au Stade Briochin (1-2). Entré à la 79e minute, l'ailier, à la réception d'un centre lointain, se retourne et bat le gardien de près, portant son total de but à trois cette saison.

Titulaire en défense centrale, Bryan Passi a été averti à la 87e minute. Bourg-Péronnas chute à Aubagne (0-1). Remplaçant, Destin Banzouzi est entré à la 83e minute. Score fleuve entre Dijon et Caen (3-3), sans Césaire Obongo, non retenu dans les rangs du DFCO, mais avec Yann Mvila, titulaire dans l'entrejeu normand.

Fleury est tenu en échec par Villefranche (2-2), sans Trey Vimalin, non retenu.

Orléans rapporte un point du Puy (1-1), sans Marvin Baudry, absent du groupe.

Jeudi soir, Quevilly-Rouen a battu Concarneau 2-1.

Versailles était exempt lors de cette 21e journée.

Kosovo, 20e journée, 1re division

Drita et Raddy Ovouka, titulaire, battent Drenica 1-0. Avec 35 points, Drita revient à une longueur du premier, Balkani.

Malte, 22e journée, 1re division Marsaxlokk soumet Hibernians 2-1, sans Christoffer Mafoumbi, qui finit

sannois, et Bradley Mazikou, chez les Genévois, étaient tous titulaires. Poaty a été remplacé à la 64e minute sur blessure, tandis que Mazikou est sorti à la pause, alors que son équipe était réduite à dix depuis la 27e minute.

Suisse, 17e journée, 3e division Premier match et premier but avec le FC Bulle pour Exaucé Mafoumbi. L'ancien Nantais ouvre le score à la 30e minute, mais ne peut empêcher la défaite de son équipe face à la réserve du FC Zurich (1-3). Il a été remplacé à la 81e minute.

Turquie, 22e journée, 1re division Alanyaspor bat Konyaspor (2-1), avec Gaïus Makouta et Yhoan Andzouana titulaires de part et d'autre. Le latéral droit a été averti à la 90e+5 minutes.

Privé d'Antoine Makoumbou, suspendu pour cumul d'avertissements, Samsunspor chute à Antalyaspor (1-3).

Turquie, 25e journée, 2e division L'Ensele Erokspor bat Manisa (3-1), avec Francis Nzaba titulaire.

Allemagne, 22e journée, 1re division

Augsbourg bat Heidenheim (1-0), avec Han-Noah Massengo titulaire, mais sans Chrislain Matsima, éloigné des terrains par une lésion musculaire depuis le 11 janvier.

Allemagne, 22e journée, 2e division Nuremberg corrige Karlsruhe 5-1. Titulaire pour la première fois depuis son arrivée en Allemagne, Rabby Nzingoula a délivré deux passes décisives pour Zoma aux 41e et 50e minutes.

Remplacé à la 59e minute alors que Noah Le Bret Maboulou est entré à la 83e.

Angleterre, 16e de finale de la FA Cup Manchester City se qualifie pour les 8es de finale en battant Salford 2-0. Floyd Samba était appelé pour la première fois en équipe première. Le milieu central de 18 ans est resté sur le banc.

Son frère cadet, Tyrone, âgé de 17 ans, avait lui été convoqué par Pep Guardiola, le 20 janvier, en Ligue des champions face à Bodo-Glimt, sans entrer non plus en jeu.

Dans les rangs de Salford, Loick



Première titularisation et premières passes décisives pour Rabby Nzingoula, au second plan/DR

Ayina n'était pas sur la feuille de match.

Angleterre, 32e journée, 4e division Bromley concède le nul 1-1 face à Notts County. Remplaçant, William Hondermarck est entré à la 89e minute.

Azerbaïdjan, 20e journée, 1re division Qarabag l'emporte à Imisi (1-0), sans Jérémie Gnali, resté sur le banc. Deuxième match hors du groupe pour Simon Nsana, absent lors du revers de Sumqayit à Araz (0-1).

Belgique, 25e journée, 1re division Alexis Beka Beka était de retour dans le groupe du RAAL La Louvière, qui prend un point à Annderlecht (0-0). L'ancien Caennais n'est pas entré en jeu.

Bulgarie, 28e journée, 1re division

Le Lokomotiv Sofia prend le point

du nul 2-2 à Varna, sans Ryan Bi

dounga et Messie Biatoumoussoka, non retenu.

Chypre, 22e journée, 1re division

Pafos s'impose 1-0 à l'AEL Limassol. Remplaçant, Mons Bassouamini n'est pas entré en jeu.

Chypre, 5e journée des play-down, 2e division

L'Apea Akrotiriou de Jason Ngoua-



Premier match et premier but pour Exaucé Mafoumbi avec le FC Bulle/DR

Camille Delourme

FORFAIT DES DIABLES ROUGES AU TOURNOI DE L'UNIFFAC U-17

La Fécofoot dévoile les vraies raisons

Le comité exécutif de la Fédération congolaise de football (Fécofoot), représenté par François Bikindou, a animé le 16 février, à Brazzaville, un point de presse au cours duquel il a apporté des éléments de réponse quant à la non-participation des Diables rouges des moins de 17 ans au tournoi de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale (Uniffac) qui débute ce 17 février, à Kinshasa.

« En l'absence d'un championnat national dont la principale cause est la fermeture des stades par le ministère chargé des Sports, il nous a paru problématique d'envisager toute participation à ce tournoi. En effet, sans championnat, il était impossible de procéder à une sélection digne de ce nom. De ce fait, interrogé lors de la dernière session du comité exécutif de la Fécofoot, le sélectionneur avait lui-même reconnu cette difficulté. Contre toute attente, le même sélectionneur a mis en place une équipe en vue de participer à ce tournoi », a souligné l'instance faîtière. La Fécofoot a expliqué que le 14 février, le directeur général des Sports lui a adressé un courrier

à travers lequel il lui demandait de procéder à l'enregistrement des joueurs dans le système CMS de la Confédération africaine de football (CAF) en y joignant des copies des passeports des vingt et un joueurs retenus. « Il convient de noter que ce courrier nous est parvenu après la fermeture, le 10 février 2026 à minuit, heure du Caire, du système d'enregistrement des joueurs », a fait savoir la Fécofoot.

Elle a affirmé, par ailleurs, que hormis cette fermeture, il lui aurait été impossible de procéder à l'enregistrement des joueurs à cause de l'absence de plusieurs documents importants : pré-compétition médicale assessment +formulaire, photo format identité de chaque joueur, licence

...Sur les vingt et un joueurs sélectionnés, cinq ont présenté des renseignements contradictoires entre les indications contenues dans le passeport et les données enregistrées dans Fifa connect et douze ne sont pas du tout enregistrés dans le système Fifa connect. Seuls quatre joueurs auraient pu être éligibles sur cette liste »



François Bikindou, membre du comité exécutif de la Fécofoot/Adiac

locale du joueur, déclaration de consentement au test PCR, déclaration de consentement au test anti-dopage, pré-test de l'imagerie à résonance médicale pour le contrôle d'âge, assurance, dossard du joueur par poste et qualification du staff technique selon les normes de la CAF. « Autres difficultés non moins

importantes qui auraient compromis notre participation à ce tournoi : sur les vingt et un joueurs sélectionnés, cinq ont présenté des renseignements contradictoires entre les indications contenues dans le passeport et les données enregistrées dans Fifa connect et douze ne sont pas du tout enregistrés dans le système Fifa connect. Seuls quatre joueurs auraient pu être éligibles sur cette liste », a commenté la Fécofoot.

Le comité exécutif de la Fécofoot regrette vivement cette non-participation des Diables rouges U-17 à ce tournoi. Il saisit cette occasion pour exprimer son incompréhension de n'avoir pas été associé, en tant qu'organe technique, aux préparatifs administratifs de ce tournoi. « Le comité exécutif de la Fécofoot espère que cette défaillance procédurale permettra de tirer les leçons qui s'imposent, dans l'intérêt du football congolais et de tous ces jeunes qui ont choisi de faire carrière dans ce domaine », a conclu la Fécofoot

James Golden Eloué

TAEKWONDO

La fédération impulse un nouveau rythme aux ligues

Sous la houlette de son nouveau président, Adel Rihan, la Fédération congolaise de taekwondo (Fécotae) a marqué les esprits, le 15 février, à travers le lancement simultané des sessions d'entraînement d'ensemble sur toute l'étendue du territoire. Le nouveau bureau exécutif a donné un signal fort : l'heure est à la renaissance.

À peine installé, le nouveau bureau exécutif de la Fécotae ne perd pas de temps. Le 15 février, les ligues départementales ont répondu d'une seule voix à l'appel du président Adel Rihan. Du Niari au Pool, en passant par Pointe-Noire, les tatamis et terrains de sport ont vibré au rythme des dobocks (Uniformes traditionnels des pratiquants de taekwondo).

L'objectif consiste à faire sortir la discipline de sa torpeur et insuffler une nouvelle dynamique de cohésion nationale après une période de flottement qui a trop longtemps maintenu les athlètes loin des aires de combat.

A Brazzaville, c'est le terrain annexe du stade Alphonse-Massamba-Débat qui



La séance de Brazzaville/Adiac

a servi de point de rassemblement. Plusieurs dizaines de pratiquants, issus de divers clubs de la capitale, ont pris d'assaut l'espace dès les premières heures de la matinée. Le programme, riche et varié, a mis l'accent sur la condition physique et les fondamentaux, notamment le cardio et l'agilité puis la révision. Le coup d'envoi de la séance a été marqué par un moment solennel. Le premier vice-président, Brice Nzoala, a donné lecture du message officiel du

vaste chantier puisqu'ils font confiance au bureau fédéral qui compte s'appuyer sur la régularité des activités pour éléver le niveau technique national. Sur le terrain, la satisfaction était visible sur les visages. Les taekwondoïnes, restés longtemps sans compétition ni rassemblement majeur, ont exprimé leur gratitude envers cette initiative qui brise enfin leur isolement. En mobilisant simultanément le Niari, le Pool, Pointe-Noire et les autres départements, la Fécotae prouve qu'elle entend agir sur l'ensemble du territoire. Ce «Grand réveil» du 15 février pourrait bien être l'acte fondateur d'une ère nouvelle pour les arts martiaux en République du Congo

Rude Ngoma

COMMERCE INTERNATIONAL

La Chine va supprimer les droits de douane pour les pays africains

À compter du 1er mai prochain, la Chine appliquera une exonération totale de droits de douane aux importations en provenance de l'ensemble des pays africains avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques. Seul l'Eswatini restera exclu de cette mesure, en raison de ses liens officiels avec Taïwan.

Le président chinois, Xi Jinping, a annoncé, le 14 février, la suppression totale des droits de douane pour les pays africains à partir du 1er mai. Cette décision contribuera à renforcer les relations économiques entre la Chine et le continent africain. Jusqu'à présent, Pékin appliquait une politique de droits de douane nuls pour les importations provenant de trente-trois pays africains. L'an dernier, les autorités chinoises avaient indiqué leur intention d'élargir cette mesure à l'ensemble de leurs partenaires diplomatiques en Afrique, soit cinquante-trois États.

La Chine est aujourd'hui le premier partenaire commercial du continent africain. Au-delà des échanges commerciaux, elle joue un rôle



Le quai du Port autonome de Pointe-Noire/DR

clé dans le financement et la construction de grandes in-

frastructures (Routes, ports, chemins de fer ou centrales

des « Nouvelles routes de la soie ».

En supprimant les droits de douane, Pékin cherche à stimuler davantage les exportations africaines vers son marché intérieur et à consolider son influence économique et diplomatique en Afrique. Cette annonce intervient dans un contexte de recomposition des échanges mondiaux. Depuis l'imposition de droits de douane élevés par le président américain, Donald Trump, l'année dernière, plusieurs pays africains ont intensifié leurs échanges avec la Chine et d'autres partenaires commerciaux. La décision chinoise pourrait ainsi renforcer l'attractivité de son marché pour les économies africaines, tout en consolidant sa position stratégique

Fiacre Kombo et Noël Ndong

SALUBRITÉ

Le programme « Assainissement sans frontières » implanté à Libreville

La première édition gabonaise du programme « Assainissement sans frontières » a été lancée récemment à Libreville. Une initiative innovante, citoyenne, internationale pour un environnement sain qui promeut la solidarité environnementale au-delà des frontières communales et nationales.

Déjà déployé ces deux dernières années au Congo, puis étendu au Cameroun, en République centrafricaine et en République démocratique du Congo, le programme « Assainissement sans frontières » poursuit désormais son expansion sous-régionale avec son implantation au Gabon. Pilotée à Libreville par Orcel Bayonga Mbondza, représentant sous-régional de la Fondation Pro social inter-États, cette première édition marque une étape importante dans la construction d'un mouvement communautaire transfrontalier en faveur de l'assainissement urbain. Le programme « Assainissement sans frontières » repose sur une idée forte : la salubrité urbaine est une responsabilité collective qui dépasse les limites administratives, communales et nationales. Il s'articule autour de trois dimensions majeures : l'intercommunalité puisque les équipes citoyennes d'une commune peuvent intervenir dans une autre commune afin d'appuyer les zones les plus vulnérables ou dégradées. Cette approche renforce la coopération locale et brise le cloisonnement territorial. La solidarité interétatique est aussi mise en avant dans ce programme. En effet, les ressortissants étrangers vivant dans un pays sont encouragés à participer activement à l'assainis-

sement du territoire qui les accueille. L'objectif est de promouvoir la fraternité, l'intégration régionale et la responsabilité partagée. Le modèle est conçu pour être reproduit dans plusieurs pays, créant ainsi un réseau international d'actions citoyennes en faveur de villes plus propres et plus saines.

L'édition inaugurale organisée à Libreville, le 7 février dernier, a mobilisé des volontaires issus de différentes communautés, démontrant que la protection de l'environnement peut devenir un puissant levier d'unité et de cohésion sociale. Au-delà de l'opération de nettoyage, cette activité a été marquée par des actions de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène, un appel au civisme environnemental, un engagement collectif en faveur d'un cadre de vie plus sain. Le programme « Assainissement sans frontière » repose également sur un appui aux politiques publiques. À travers cette initiative, la Fondation Pro social inter-États entend accompagner les efforts des autorités nationales et municipales en matière d'assainissement et de santé publique.

Ainsi, le programme contribue notamment à améliorer le cadre de vie urbain, réduire les risques sanitaires liés à l'insalubrité, ren-



Orcel Bayonga Mbondza et des habitants de Libreville au lancement du programme « Assainissement sans frontières »/DR

forcer la participation citoyenne, promouvoir la coopération entre collectivités, soutenir les objectifs de développement durable, notamment ceux liés à la santé, à l'eau, aux villes durables et aux partenariats. Pour la Fondation Pro social inter Etats, « Assainissement sans frontières » est bien plus qu'une opération ponctuelle de nettoyage. « C'est un mouvement de solidarité environnementale qui unit les peuples au-delà des frontières pour bâtir des villes plus propres, plus solidaires et plus responsables », a dit Orcel Bayonga Mbondza, se félicitant de son implantation à Libreville.

La Fondation Pro social inter-État est une organisation engagée dans des actions sociales, humanitaires et communautaires en Afrique centrale, œuvrant pour la solidarité, le développement humain et l'amélioration des conditions de vie de la population.

Hervé Brice Mampouya

DISPARITION

Le ministre d'État Firmin Ayessa a tiré sa révérence

Le ministre d'État, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, est décédé le 17 février en Turquie.

Journaliste de formation, Firmin Ayessa a été tour à tour directeur des programmes de Radio-Congo de 1978 à 1980 ; directeur général de la Radio-Télévision congolaise de 1984-1989; directeur général de l'Agence congolaise d'information de 1989-1991; conseiller en communication à l'ambassade du Congo en France de 1980 à 1984 ; directeur de cabinet au ministère de l'Information, des Postes et Télécommunications de 1984 à 1993; et conseiller en communication du président de la République de 1991 à 1992. L'illustre disparu a été, par ailleurs, ministre chargé de l'organisation du forum et des relations avec le Parlement de transition en 1997. En 1999, il fait son entrée au cabinet du chef de l'État où il a assumé successivement les fonctions de directeur de cabinet civil du président de la République de 1999



à 2002 ; directeur adjoint du cabinet du président de la République chargé de la communication de 2002 à 2007 ; ministre d'État, directeur de cabinet du président de la République de 2002 à 2017.

Après dix-huit ans de services rendus au cabinet du chef de l'État, Firmin Ayessa a fait son retour au gouvernement, en août 2017 (Deuxième gouvernement du Premier ministre Clément Mouamba) en qualité de vice-Premier, ministre chargé de la Fonction publique, de la Réforme de l'État, du Travail et de la Sécurité sociale.

Firmin Ayessa a fait une grande partie de sa carrière politique en tant que membre du Parti congolais du travail depuis 1984, membre du Comité Central de ce parti (1990) et du Bureau politique (2006), puis député de Makoua depuis 2002.

Les Dépêches de Brazzaville

AFRIQUE CENTRALE

La CEA encourage les pays à diversifier les économies

Le directeur du bureau régional pour l'Afrique centrale de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), Jean Luc Mastaki Namegabe, a appelé, le 16 février à Yaoundé, au Cameroun, les pays à diversifier les économies afin qu'elles résistent aux chocs endogènes et exogènes.

« Nous voulons faire en sorte que les pays d'Afrique centrale adoptent la diversification économique », a déclaré Jean Luc Mastaki Namegabe lors des journées portes ouvertes du bureau régional créé en 1962 et basé dans la capitale camerounaise.

« Renforcer le partenariat entre la CEA et les institutions de recherche pour le développement de l'Afrique centrale », tel est le thème de la rencontre organisée dans le cadre de la décennie de la diversification économique (2021-2030) en Afrique centrale qui a réuni des professionnels des médias, des chercheurs et des universitaires des pays de la sous-région.

Le directeur du bureau régional de la CEA en Afrique centrale a fait savoir que son institution n'était pas chargée de financer les projets de développement mais d'accompagner les pays dans la diversification économique et la transformation structurelle.

La CEA aide également les Etats dans l'élaboration des



Le directeur du bureau régional de la CEA en Afrique centrale échangeant avec les participants/DR

politiques de développement et la mobilisation des financements auprès des partenaires. Elle produit les données scientifiques et un rapport annuel sur la diversification économique dans la sous-région.

Selon l'institution onusienne, l'Afrique centrale a réalisé des avancées notables en matière

d'intégration régionale, de mobilisation des ressources financières et d'intégration. Cependant, estime-t-elle, la sous-région peine à faire de la transformation structurelle un projet collectif ancré dans l'opinion publique et les espaces académiques.

Ces premières journées portes ouvertes du bureau

de la CEA pour l'Afrique centrale qui arrivent à point nommé visent notamment à placer la diversification économique au cœur du débat public et des politiques nationales.

L'appropriation et la mise en œuvre de ce concept par les pays concernés devraient permettre d'apporter une

certaine résilience aux économies de la sous-région, tout en réduisant de façon drastique les pressions inflationnistes au-dessous de la moyenne communautaire de 3%, ainsi que les importations des produits alimentaires qui obèrent leurs ressources budgétaires.

Christian Brice Elion